

La démocratie et la croissance économique: Entre théorie et pratique

Abdelhak FAIDI

Doctorant en sciences économiques

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de
Mohammedia,

Laboratoire de Performance Economique et Logistique (PEL)

Zouhair LAKHYAR

Professeur d'enseignement supérieur

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de
Mohammedia

Laboratoire de Performance Economique et Logistique (PEL)

Les analyses qui sont existantes dans l'étude de la relation entre démocratie et la croissance s'intéressent soit à la causalité de la croissance vers la démocratie soit à la causalité inverse.

Cependant, l'observation des faits ne corrobore pas cette théorie: elle montre que les pays à revenu intermédiaire ont davantage de chances que les pauvres ou les riches d'abandonner la dictature pour se tourner vers la démocratie.

Il est clair de dire que les travaux empiriques dans ce sens sont encore embryonnaires et ne reflètent pas pratiquement le sens de l'impact de ces deux variables politico-économiques, du fait de l'abondance de ces travaux et leurs hétérogénéités a fait que les résultats sont généralement contradictoires. Dès ce moment-là, la question qu'on est censé se poser et s'imposer intuitivement est: **est-ce que la nature du régime politique qui influence les performances économiques ou bien l'inverse ?**

Pour faire cela, nous allons commencer cette article par une première partie qui étudier le phénomène de la croissance pour aboutir à une démocratie, puis une deuxième partie qui décrit la nécessité de la démocratie pour

atteindre la croissance, et enfin une troisième partie qu'explique la relation bilatérale entre la croissance et la démocratie.

1. De la croissance à la démocratie

a. De la croissance à la démocratie, l'effet négatif

Ces auteurs voient qu'il faut attaquer le phénomène de la croissance pour aboutir à une démocratie adaptable à la situation économique du pays. L'explication de cette logique revient encore une fois avec Jean-Luc Migué, qui s'appuie sur quelques exemples comme « L'Afrique noire d'après 1960 et Haïti ont fait la preuve qu'une baguette magique ne saurait servir de garant d'une démocratie durable. Le simple départ du pouvoir colonial et l'implantation factice de la démocratie par une agence (armée) internationale ne sauraient remplacer le développement minimal dans l'avènement de la démocratie »¹

b. De la croissance à la démocratie: l'effet positif

Les variables explicatives de la démocratie comprennent plusieurs indicateurs relatifs au niveau de vie: PIB réel par habitant, espérance de vie à la naissance, mesures du niveau d'éducation. Le modèle intègre également d'autres influences possibles sur la démocratie telles celles proposées dans la littérature des sciences politiques par Lipset (1959).

c. la croissance et la démocratie: l'effet neutre

Les analyses sur les interactions entre la nature du régime politique, sa stabilité et le développement économique, aboutissent à des résultats qui restent souvent perplexes tant sur l'existence d'une corrélation que sur le sens des causalités. Pour conclure dans son écrit que « La démocratie ne s'enracine et ne survit que dans les pays ayant atteint un niveau élevé de développement et d'éducation. Il y aurait donc des liens de causalité et un sens des causalités. »²

L'article récent d'Acemoglu, Johnson, Robinson et Yared (2005) montre que la corrélation positive entre la démocratie et le revenu dans les régressions en coupe transversale disparaît une fois que l'on a contrôlé pour les effets fixes pays dans les régressions de panel de pays.

Helpmann clôture son ouvrage par une sélection d'articles mêlant habilement théories et vérifications empiriques autour de la politique économique du

¹ Jean-Luc Migué, 1998 ; Croissance et démocratie, Jean-Luc Migué, 1998

² Pierre-Marie Abadie: Démocratie et croissance économique: le cauchemard de l'économiste, 2010

développement. Dans cette partie, Helpmann ne semble pas vouloir donner une réponse absolue quant à la relation entre démocratie et croissance économique, puisque les trois derniers chapitres exposent au lecteur des visions très différentes. Ce n'est pas tant qu'on remette en question la nécessité d'instaurer une démocratie pour amorcer le développement des états, mais que sans les bonnes institutions et incitations, aucune amélioration de long terme n'est envisageable, pas plus en tout cas que dans un régime autocratique. En outre, en choisissant, l'étude de **Persson** et **Tabellini** comme chapitre de clôture, **Helpmann** met l'accent sur l'importance des hypothèses des modèles théoriques et les méthodes d'estimations choisies qui conditionnent largement les conclusions de chaque étude. »¹

La mesure du respect de la loi est censée avoir un pouvoir explicatif important de la croissance économique. Cependant la relation entre la démocratie et le respect de la loi n'est pas claire, ainsi qu'il a été mis en évidence dans les parties théoriques d'études récentes de Sirowy et Inkeles (1990), Przeworski et Limongi (1993).

« D'autres chercheurs aboutissent à des effets contradictoires. Selon Tavares et Waczairg (2001), la démocratie, d'un côté, accroît l'accumulation du capital humain et réduit les inégalités de revenu, ce qui accélère la croissance. De l'autre, elle réduit l'accumulation de capital physique et augmente la consommation publique, ce qui la ralentit. Constat frappant, les taux de fécondité sont nettement inférieurs dans les démocraties, quel que soit le niveau de revenu. Et ils fluctuent dans un sens ou dans l'autre en cas de passage de la dictature à la démocratie ou inversement. Cette observation a d'importantes conséquences pour le bien-être des femmes. Elle signifie également, comme l'observent Przeworski et al. (2000) que, même si la démocratie n'exerce guère d'incidence sur la croissance du PIB national, elle pourrait en avoir une sur celle du PIB par habitant »².

La mesure du respect de la loi est censée avoir un pouvoir explicatif important de la croissance économique. Cependant la relation entre la démocratie et le respect de la loi n'est pas claire, ainsi qu'il a été mis en évidence dans les

¹ Idem

² Idem

parties théoriques d'études récentes de Sirowy et Inkeles (1990), Przeworski et Limongi (1993). »¹

« La démocratie ne s'enracine et ne survit que dans les pays ayant atteint un niveau élevé de développement et d'éducation. Il y aurait donc des liens de causalité et un sens des causalités. C'est la thèse d'Adam Przeworsky dans "Democracy as equilibrium" où il soutient que la probabilité que la Démocratie survive s'accroît de manière régulière avec le revenu. Il ajoute empiriquement qu'aucune démocratie ne s'est effondrée au-delà d'un revenu par tête de 6200 dollars. En revanche, l'espérance de vie d'une démocratie en dessous de 1000 dollars de revenu par tête est de moins de 6 ans. Amartyan Sen ne dit pas autre chose lorsqu'elle affirme "qu'à égalité de ressources et de conditions de la production agricole, il n'existe pas de famines dans les démocraties" là où on en trouve en régime autocratique. »²

2. De la démocratie à la croissance

a. De la démocratie à la croissance: l'impact négatif

D'un autre côté, Yang (2007) montre que la démocratie a un effet réducteur sur la volatilité de la croissance. Or, la volatilité affecte négativement la croissance. Donc, « il serait intéressant d'étudier l'impact indirect de la démocratie sur la croissance économique à travers la volatilité »³.

« Les institutions démocratiques fournissent un contrôle sur le pouvoir du gouvernement, et de ce fait limitent la possibilité des fonctionnaires publics de se constituer une richesse personnelle et de mener à bien des politiques impopulaires. Dans la mesure où quelques une des politiques qui stimulent la croissance sont aussi politiques tend alors à accroître la croissance. On ne peut donc conclure a priori sur l'effet net de la démocratie sur la croissance interaction entre les institutions politiques et les résultats économiques conditionnent également l'effet du niveau de vie sur la propension d'un pays à faire l'expérience de la démocratie. Depuis les recherches de Lipset (1959), une opinion souvent partagée veut que la prospérité stimule la démocratie, l'idée souvent décrite comme hypothèse de Lipset. Lipset (1959) préfère apparemment l'analyser comme l'hypothèse d'Aristote: « Depuis Aristote et jusqu' à maintenant, les hommes ont soutenu que c'est seulement

¹ Croissance, démocratie et développement, IUFM D'Auvergne, Arnaud Diemer, Préparation agrégation, avril 2003

² Pierre-Marie ABADIE: Démocratie et croissance économique: le cauchemard de l'économiste, 2010

³ La Volatilité: Canal de transmission de la démocratie à la croissance (Partie 3, fin), Ibid.

dans une société riche ou vivent relativement peu de citoyens pauvres que la majorité de la population pourrait participer de manière intelligente à la vie politique et se prémunir contre les appels de démagogues irresponsables »¹

b. De la démocratie à la croissance: l'impact positif

La démocratie nous semble favoriser l'efficacité économique, certains parlant même de démocratie de marché plutôt que d'économie de marché. »²

3. La relation bilatérale de la démocratie à la croissance.

a. la démocratie et la croissance sont plus en plus confondues ?

Dans Capitalism and Freedom(1), Milton Friedman enseignait que les libertés économiques et les libertés civiles et politiques étaient complémentaires, qu'elles se renforçaient mutuellement. L'élargissement des droits politiques (démocratiques) favoriserait le renforcement des droits économiques, qui accélérerait à son tour la croissance. L'observation ne confirme pas cette relation. »³.

Mais, et Selon Arnaud Diemer « L'articulation croissance démocratie, est largement restée subordonnée aux recherches sur la croissance et le développement. Depuis les années 80- 90, les termes démocratie et développement sont de plus en plus confondus. Cette confusion s'explique tout d'abord par l'histoire même de la construction de l'idée de développement en Occident (Nisbet, 1980). Le siècle des Lumières s'est en effet centré sur le thème du progrès, caractéristique de l'esprit humain et susceptible de rejaillir sur ses modalités d'organisation en société et de gestion de la matière. Cette idée de progrès associée à la consécration du régime démocratique (Tocqueville, 1835) comme régime légitimement revendiqué a généré un ensemble de travaux fondateurs de la sociologie du développement des sociétés humaines. Les grands penseurs du XVIII et du XIXième siècle, Tocqueville, Comte, Marx, Weber, Durkheim... associèrent des formes d'organisation du travail et des niveaux technologiques avec des modèles de gestion sociale et politique ; et établirent des liens étroits entre un état économique et social et la nature des régimes politiques »⁴.

« En Amérique latine, selon Landman (1999), le niveau de développement économique n'a eu d'effet significatif sur le rythme de transition vers la

¹ Idem

² Pierre-Marie ABADIE: Démocratie et croissance économique: le cauchemard de l'économiste, 2010, Ibid.

³ Croissance et démocratie, Jean-Luc Migué, 1998

⁴ IUFM D'Auvergne, Arnaud Diemer, Préparation agrégation, avril 2003

démocratie pour aucun des sept critères utilisés pour mesurer la démocratie. Le rythme de croissance économique n'a guère plus d'impact: on voit des dictatures mises à bas en période d'expansion comme en phase de récession ». ¹

Barro (1999) met en évidence une relation non-linéaire par laquelle la démocratie améliore la

croissance pour des niveaux faibles de liberté politique, mais réduite la croissance lorsqu'un niveau raisonnable de liberté a déjà été atteint. En analysant la causalité inverse de la croissance vers la démocratie, Barro (1999) montre que des niveaux plus élevés de revenus prédisent une augmentation de la démocratie (mesurée par un indicateur de droits électoraux).

« L'existence d'une corrélation générale associant le développement à la démocratie est généralement considérée comme une évidence alors même qu'elle continue à faire l'objet de travaux très controversés et de résultats opposés depuis les travaux fondateurs de Seymour Lipset (1959). L'idée de fond peut- être synthétisée de la manière suivante: l'amélioration des conditions de vie des populations est censée passer par la croissance économique dont devrait découler la démocratisation des régimes politiques, laquelle serait à son tour, à partir d'un seuil à déterminer, un accélérateur de développement. On peut opposer ici deux types de travaux:

b. la démocratie explique la croissance générale ?

Les travaux de Robert Barro (1991, 1995) illustrent très bien le souci des modélisateurs de considérer la démocratie comme une variable explicative de la croissance économique. « Toutefois, plutôt que de parler de la croissance en général – modèles néoclassiques ou de croissance endogène - l'auteur s'intéresse aux différences de croissance entre pays. En partant de ces différences, Barro (1997) fait rentrer dans le champ de l'analyse des phénomènes aussi variés que le plus ou moins grand degré de liberté politique, l'éducation des hommes et des femmes, l'appartenance religieuse... Le cadre de son étude lui est dicté par le principe de convergence conditionnelle. Le taux de croissance dépend de la relation entre le niveau de départ de production, y et sa position souhaitée y^* . Or il existe des facteurs

¹ RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2002: APPROFONDIR LA DÉMOCRATIE ...PAR PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

qui d'un pays à l'autre modifieront la cible y^* ou qui influenceront la vitesse de passage de y à y^* (amélioration du taux d'alphabétisation). Barro cherche à mettre en avant l'effet des politiques gouvernementales et des autres déterminants sur la croissance. Deux résultats étroitement corrélés ressortent de ces études. »¹

« Des études ont montrées que la relation entre démocratie et la croissance économique est négative et non significatif (Baro 1996), d'autres auteurs, comme plümper et Martin (2002) vont montrer que la démocratie stimule plus la croissance économique lorsqu'elle est intermédiaire, et que lorsqu'elle est pure, son impact est négatif. D'où l'intérêt de voir les déterminants de la démocratie qui affectent la croissance aussi bien négativement que positivement, c'est ce que vont faire les auteurs Tavares et Wacziarg (2000), qui vont montrer que l'impact indirect de la démocratie sur la croissance dépend des coûts et bénéfiques de la démocratie. Leur étude va montrer que cet impact est globalement négatif et passe par les canaux à savoir: le capital humain, l'investissement, la taille du gouvernement et les inégalités. Les auteurs expliquent cet impact globalement négatif par le fait que les institutions démocratiques répondent aux besoins des plus pauvres en facilitant l'accès à l'éducation, et en réduisant les inégalités au détriment de l'accumulation de capitaux physique »²

« Une autre étude à prendre en compte est le fait que des auteurs comme Barro (1996), Rock (2008), Schneider et Halla (2009) trouvent une relation en cloche entre la démocratie et la croissance économique , et Plümper et Martin (2002) ont montrés que plus la démocratie est "intermédiaire", plus son impact positif est important ; et donc il serait intéressant de connaître le point de retournement de la courbe en cloche, de savoir à partir de quel niveau la démocratie devient "intermédiaire" pour mieux la définir, et à partir de quel moment lors du passage de l'autocratie à la démocratie cet impact devient positif. Et enfin, il serait aussi intéressant de combiner ces deux études, relation en cloche et canaux de transmission de la démocratie à la croissance économique. »³

¹ Croissance, démocratie et développement, IUFM D'Auvergne, Arnaud Dimer, Préparation agrégation, avril 2003

² La Volatilité: Canal de transmission de la démocratie à la croissance (Partie 3, fin), Ibid.

³ La Volatilité: Canal de transmission de la démocratie à la croissance (Partie 3, fin), Ibid.

« Enfin, lorsque l'on dit que la démocratie permet au plus grand nombre de participer aux affaires publiques, on doit se souvenir que, dans toutes les sociétés, ce plus grand nombre comprend toujours une majorité d'individus appartenant aux classes populaires. De ce point de vue, une politique véritablement démocratique doit être considérée, sinon comme celle qui fait prévaloir les intérêts des plus pauvres, du moins comme un « correctif au pouvoir de l'argent » (Giuseppe Preve). »¹

Ce premier constat nous permet déjà de dire qu'il y a eu un échec alarmant au niveau de l'élaboration des politiques économiques en générale et de celles de la croissance économique en particulier, une telle élaboration qui se voulait purement économique et qui estime que la politique économique n'a pas de relation avec les autres composantes de la politique en générale notamment la démocratie.

La mesure de cette relation mutuelle est tributaire d'un développement de certains modèles économétriques très poussés pour pouvoir donner des éléments de réponse à cette dialectique entre le politique et l'économique. Dans un autre sens, il est souhaitable d'identifier les facteurs communs qui peuvent lier la croissance économique à la « croissance » politique c'est-à-dire un regroupement des économistes et des politiciens en vu d'élaborer un modèle de croissance dans les deux sens.

Il faut noter que certains auteurs ont déjà entamer ce travail économétrique en essayant de voir les impacts mutuelles du développement économique en général et de la croissance économique en particulier sur la stabilité politique et notamment la démocratie.

Ainsi on peut dire avec Allaoui Zohra et Chkir Ali que « Depuis plusieurs années, en cherchant le dénominateur commun le plus fréquent de tous les exemples traitant le sujet de développement économique, politistes et économistes ont tiré preuve pour développer une économie politique de la croissance à la fois analytique et empirique prouvant que la qualité des institutions politiques constitue la base de la croissance soutenable de long

¹ Robert de HERTE;, DEMOCRATIE, Dossier sur la gouvernance? Ibid.

terme d'une économie. Cependant, les résultats de ces travaux restent incertains et parfois opposés. »¹

« Par contre, et c'est en ce sens que la théorie économique de la politique se révèle riche de corollaires, le progrès de la démocratie ne s'avère pas constituer un élément déterminant de la croissance. Ce qui compte dans l'accélération de la croissance, ce n'est pas tant les libertés politiques que les libertés économiques, soit la liberté de commercer, d'investir, de s'adonner à l'occupation de son choix, de prendre des risques, de garder le fruit de son labour contre le poids du fisc ou de la réglementation, en un mot le respect des droits de propriété et la libre entreprise. Le complément de cette réalité troublante est que la démocratie suscite la tentation redistributionnisme, qui a pour effet de retarder la croissance. »²

Les droits politiques, cette première caractéristique de la démocratie représente les libertés permettant à la population de participer librement au processus politique, sont appréciées sur une échelle allant de 1 à 7: 1 étant le degré le plus élevé de liberté et 7 le plus faible. En prenant le score des droits politiques comme Proxy de la démocratie, les résultats de ce tableau nous montrent que les pays développés qui possèdent un indice de forte liberté, sont ceux profitant d'un haut niveau de revenu. Ce qui montre que la démocratie est un facteur déterminant de la croissance économique.

Ainsi, en utilisant cet indice de liberté civile, les pays qui figurent dans notre tableau avec une estimation de 1, ont généralement une règle de loi établie et équitable avec une activité économique libre, ce qui explique la présence d'un indice du développement humain élevé.

Cela a été confirmé par Milton Friedman (1962), qui a enseignait que les libertés économiques et les libertés civiles et politiques étaient complémentaires, puisqu'elles se consolidaient mutuellement. L'élargissement des droits politiques (démocratiques) favoriserait l'amélioration des droits économiques, qui accélérerait à son tour la croissance. A cet égard, l'observation confirme cette relation. »³

¹ Corruption, démocratisation et croissance économique des pays en développement (PED): Investigation en données du panel , ALLAOUI Zohra, Assistante contractuelle à l'ISAAS et doctorante à la FSEG de Sfax, Tunisie, Unité de recherche sur la dynamique économique et de l'environnement URDEE, CHKIR Ali, Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax, Tunisie, Directeur de recherche de l'URDEE

² Idem

³ Institutions politiques, démocratie, corruption et croissance économique des PED: investigation empirique en données de panel ,Zohra ALLAOUI , Ali CHKIR

A travers ce modèle les auteurs¹ cherchent à vérifier la relation qui peut exister entre le processus de démocratisation, la croissance économique et la corruption, en d'autres termes, peut-on dire que le processus de démocratisation dans les pays en développement peut être considérée comme un facteur déterminant pour lutter contre la corruption ? D'autre part l'étude essaie de vérifier l'interaction des institutions politiques, du capital humain et de la croissance économique.

Pour matérialiser cette relation les auteurs ont préféré de lier la démocratie à la croissance économique à travers une étude empirique. Ils ont commencé par une étude descriptive qui a donné naissance à la détermination de l'effet de la démocratie sur la croissance.

En utilisant un modèle de données de panel sur vingt-cinq pays en développement durant une période de 1984 à 2005, les auteurs dudit papier proposent trois simulations de modèles:

Un modèle qui se base sur le modèle de croissance de Solow augmenté en insérant quelques variables institutionnelles, pour donner la formulation suivante:

$$\ln(Y_{it}) = \alpha_i + \beta_1 \ln k_{it} + \beta_2 \ln h_{it} + \beta_3 \ln FL_{it} + \beta_4 \ln SPOL_{it} + \varepsilon_{it}$$

Pour $i = 1, \dots, 25$ / $t = 1984, \dots, 2005$.

α : l'effet spécifique individuel,

$\beta_1, \beta_2, \beta_3$ et β_4 Sont les paramètres à estimer dans ce modèle

ε_{it} est le terme d'erreur.

(h) l'indice de niveau d'instruction dans l'enseignement comme Proxy du capital humain,

(k) le capital physique calculé par la méthode de l'inventaire permanent,

(FL) le taux de croissance de la force de travail

(INSPOL) les institutions politiques.

Pour élargir le modèle les auteurs ont introduit, dans un deuxième modèle, un terme appelé interaction entre les institutions politiques et le capital humain et pour estimer l'impact des variables institutionnelles politiques, les auteurs ont

¹ Allaoui Zohra et Chkir Ali (s.d), « Institutions politiques, démocratie, corruption et croissance économique des PED: investigation empirique en données de panel », Tunisie, Unité de recherche sur la dynamique économique et de l'environnement URDEE [En ligne], 10 janvier, < http://www.asectu.org/userfiles/Allaoui_Chkir.pdf > (page consultée le 10 janvier 2013).

insérer également dans un troisième modèle, la variable indicateur de corruption pour estimer l'équation suivante:

$$\text{CORR}_{it} = \alpha'_i + \delta_1 h_{it} + \delta_2 \text{GS}_{it} + \delta_3 \text{LO}_{it} + \delta_4 \text{DA}_{it} + \delta_5 \text{ET}_{it} + \delta_6 \text{BQ}_{it} + \mu_{it}$$

CORR: l'indicateur de corruption, h le capital humain

et INSPOL: un vecteur qui représente les variables institutionnelles politiques à savoir la stabilité politique (GS), l'ordre et lois (LO), la responsabilité démocratique (DA), l'intensité des tensions ethniques (ET) et la qualité bureaucratique (BQ). Avec α'_i l'effet spécifique individuel. $\delta_1, \delta_2, \delta_3, \delta_4, \delta_5$ et δ_6 sont des paramètres à estimer et μ_{it} est le terme d'erreur.

Cette forme de modélisation a permis aux auteurs de cette article de décider que dans les pays en développement la croissance économique est principalement influencée par le capital humain instruit et non pas par la démocratie, mais la démocratie avance un avantage indirect sur la croissance matérialisé dans le fait qu'elle peut décliner l'effet néfaste de la corruption sur la croissance économique.

De sa part Barro Robert.J¹, en essayant de voir s'il existe une interaction entre la démocratie et le développement économique pour étudier l'impact de ce concept de démocratie sur la croissance économique, a essayé d'utiliser les relations non linéaires pour confirmer ou infirmer cette relation.

Ainsi, l'auteur ici, procède à une étude économétrique de panel sur un échantillon de cent pays et sur une période de trente ans en utilisant la modélisation par variable instrumentales. L'auteur a créé dans ce sens trois équations contenant les variables: taux de croissance du PIB réel par habitant en tant que variable dépendante, et comme variables explicatives le modèle utilise les variables: niveau initial du PIB, niveau initial du capital humain dépense d'éducation, taux de fécondité, consommation publique, mesures de distorsion du marché, ratio d'investissement, termes d'échanges et la démocratie²

Cette analyse a permis à l'auteur de prouver que l'effet global de la démocratie sur la croissance économique est faiblement négatif si les autres variables³ sont maintenues constantes.

¹ Barro Robert.J (1996), "Democracy and Growth", Journal of Economic Growth, pp: 1-27.

² Mesuré par l'indicateur des droits politiques compilé par Gastil et son disciples (1982-1983 et les prochains numéros) de 1972 à 1994, une variable liée à des Bollen (1990) est utilisé pour 1960 et 1965.

³ Primauté du droit, les marchés libres, la consommation d'un petit gouvernement et le capital humain

Aussi, « l'analyse indique l'existence d'une relation non linéaire, dans laquelle plus de démocratie favorisent la croissance à de faibles niveaux de liberté politique, mais déprime la croissance économique quand un niveau modéré de liberté politique est déjà atteint, d'un autre côté, l'étude montre que l'amélioration du niveau de vie accroît sensiblement la probabilité que les institutions politiques deviendront plus démocratique au fil du temps»¹.

Fidrmuc Jan² a préféré de mener une étude dont l'objectif est de savoir déterminer la relation entre la démocratie et la croissance mais à travers la liberté économique dans les pays qui ont connu la transition du postcommuniste.

L'auteur a réalisé une étude de type transversal sur vingt-cinq pays³ en transition sur une période allant de 1989 à 2000 pour vérifier la relation entre la libéralisation et la croissance économique.

Le modèle économétrique généré est composé des variables suivantes:

Le taux du PIB en tant que variable dépendante

Les variables explicatives combine ceux qui sont dans la norme de croissance littérature avec des variables spécifiques au contexte de transition.

Conclusion

L'étude conclut que la démocratisation a eu un effet positif sur la croissance pendant la transition, quoique indirectement, en facilitant la libéralisation économique. En effet les résultats suggèrent que la démocratie renforce le progrès dans la libéralisation économique, qui, à son tour, conduit à une meilleure croissance des performances. Autrement dit, la démocratisation à elle seule n'est pas la clé de la croissance, mais, c'est grâce à son impact positif sur la libéralisation économique qu'elle améliore la croissance du rendement⁴.

Bibliographie

- Jean-Luc M, (1998) « Croissance et démocratie ».
- D'Auvergne I, Arnaud D (avril 2003) « Croissance, démocratie et développement ».

¹ Barro Robert.J (1996), "Democracy and Growth", Journal of Economic Growth, pp: 1-27.

² Fidrmuc Jan (2003), "Economic Reform, Democracy and growth during post-communist transition", European Journal of Political Economy, pp: 583-604.

³ Les données sont tirées à partir de « Freedom House » et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD),

⁴ Fidrmuc Jan (2003), "Economic Reform, Democracy and growth during post-communist transition", European Journal of Political Economy, pp: 583-604.

- Pierre-Marie A, (2010) « Démocratie et croissance économique: le cauchemard de l'économiste ».
- Arnaud D,(2003) « Croissance, démocratie et développement, IUFM D'Auvergne, , Préparation agrégation ».
- Fidrmuc J, (2003) « Economic Reform, Democracy and growth during post-communist transitio, European Journal of Political Economy », pp: 583-604.